ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT

QUÉBEC

Automne 2013

Service Canada

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES 2
À PROPOS DE L'ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 2
FAITS SAILLANTS 2
SECTION 1 : APERÇU GÉNÉRAL / CONTEXTE ÉCONOMIQUE 3
- LE MONDE 3
- LE CANADA 3
- LE QUÉBEC 5

SECTION 2 : LES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES AU QUÉBEC ET DANS LES RÉGIONS 6
- LA RÉGION DU QUÉBEC 6
- LES RÉGIONS ASSOCIÉES AUX RESSOURCES 6
- LES RÉGIONS AYANT FONCTION DE CAPITALE 11
- LES RÉGIONS PLUS MANUFACTURIÈRES 12
- LES RÉGIONS DU GRAND MONTRÉAL 15

CONCLUSION 18

Acronymes

DAMT	Direction de l'Analyse du marché du travail à Service Canada, Région du Québec
EPA	Enquête sur la population active
FMI	Fond monétaire international
PIB	Produit intérieur brut
RMR	Région métropolitaine de recensement
TCAM	Taux de croissance annuel moyen

À propos de l'analyse de l'environnement économique

Deux fois l'an, la ***Direction de l'Analyse du marché du travail de Service Canada, région du Québec****, scrute l'environnement d'affaires du Québec de manière à accroître sa connaissance des enjeux démographiques, économique et du marché du travail qui touchent autant la province que les régions économiques qui la composent. L'analyse porte sur les conditions actuelles et les tendances à court et à moyen terme.*

Le principal objectif du document d'analyse de l'environnement économique est d'identifier les éléments pouvant avoir un impact sur les activités de Service Canada dans la région du Québec. L'analyse fait partie intégrante de la planification des activités de Service Canada.

Le document d'analyse de l'environnement économique sert aussi aux économistes de Service Canada dans la détermination des perspectives sectorielles et professionnelles. À ce titre, cette analyse intéressera aussi les personnes, les entreprises et les groupes qui désirent s'informer sur le volet prévisionnel de l'économie et du marché du travail.

Le contenu de ce document a été réalisé à partir de l'information disponible au 25 novembre 2013.

Faits saillants

- Les prévisions de croissance pour l'économie mondiale ont été revues à la baisse pour l'année 2013 mais la croissance devrait s'accélérer en 2014.
- Les économies émergentes enregistreront des taux de croissance élevés au cours des prochaines années – mais cette croissance sera inférieure à ce qu'elles ont déjà connu.
- L'économie américaine devrait contribuer de façon importante à la croissance mondiale en 2014, alors que l'Europe continuera d'être confrontée à une croissance faible autant du PIB que de l'emploi.
- La croissance canadienne et la croissance québécoise restent tributaires de la dynamique américaine.
- Le potentiel de croissance du Québec réside dans l'amélioration du commerce extérieur
- Au cours des prochaines années, la démographie freinera de plus en plus la croissance de l'emploi car les marchés du travail (au Québec et dans les régions) sont déjà affectés par la faible croissance (éventuellement nulle) de la population active.

Section 1 : Aperçu général / Contexte économique

Le monde

L'économie mondiale a connu un ralentissement pour une deuxième année consécutive en 2012, alors que la faible croissance affichée par les pays développés – y compris les États-Unis (É.-U.) – a continué de se faire sentir. Au début de 2013, il était généralement envisagé avec optimisme que les conditions s'amélioreraient pendant la deuxième moitié de l'année, mais l'on prévoit maintenant que ce redressement se produira plus tard en 2014. En octobre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse son objectif de croissance économique mondiale pour 2013 à 2,9 %, entraînant ainsi une troisième année consécutive de ralentissement de la croissance mondiale. Cette révision s'explique en particulier par une revue à la baisse des prévisions de croissance des économies émergentes.

En octobre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse sa prévision de croissance économique mondiale pour 2013 à 2,9 %, entraînant ainsi une troisième année consécutive de ralentissement de la croissance mondiale.

Les É.-U., qui forment la plus grande économie du monde, ont généré plus de 18 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2012. Cependant, selon les dernières prévisions du FMI, la première place pourrait revenir à la Chine dès 2016. Il n'est pas étonnant que la Chine ressente les effets du ralentissement de la croissance dans bon nombre de ses grands marchés d'exportation, y compris celui des É.-U., étant donné que les économies des deux pays sont étroitement liées. En fait, le taux de croissance de la Chine a connu une baisse et est passé à environ 7,5 % par année. Bien que ce taux semble astronomique comparativement aux taux des pays occidentaux, il demeure inférieur à la moyenne des dix dernières années.

Après deux années de croissance relativement faible, l'économie américaine a connu une progression de 2,2 % en 2012, soit le plus haut taux parmi les pays du G7. La croissance de l'économie des É.-U. a ralenti pendant la première moitié de 2013, et le FMI prévoit maintenant que le pays affichera un taux de croissance totale de 1,6 % pour l'année. Néanmoins, il semble de plus en plus probable que les É.-U. généreront une bonne partie de la croissance mondiale en 2014. La croissance pourrait commencer à s'accélérer au milieu de 2014 et se poursuivra en 2015 et en 2016. Cette perspective positive est appuyée par le FMI, qui prévoit que le PIB des É.-U. augmentera de 2,6 % en 2014.

Pendant ce temps, plusieurs États membres de l'Union européenne (UE) continuent de se sortir de la récession. L'économie de l'UE a reculé de 0,4 % en 2012, et l'on s'attend (prévision du FMI) à ce qu'elle recule encore de 0,4 % en 2013. Les effets de la crise de la dette souveraine ont varié dans l'ensemble de l'UE, et les États membres qui en souffrent le plus continuent de faire l'objet de mesures d'austérité permanentes. Cela dit, les indicateurs de la confiance des entreprises (inflation, taux d'intérêt, investissement extérieur, etc.) suggèrent que l'activité économique est sur le point de se stabiliser dans certains États membres de l'UE. Cependant, le taux de chômage demeure élevé en Europe. Il a atteint 12,1 % en octobre 2013 dans la zone euro, et dépassait 25 % au troisième trimestre de 2013 en Espagne et en Grèce.

Le Canada

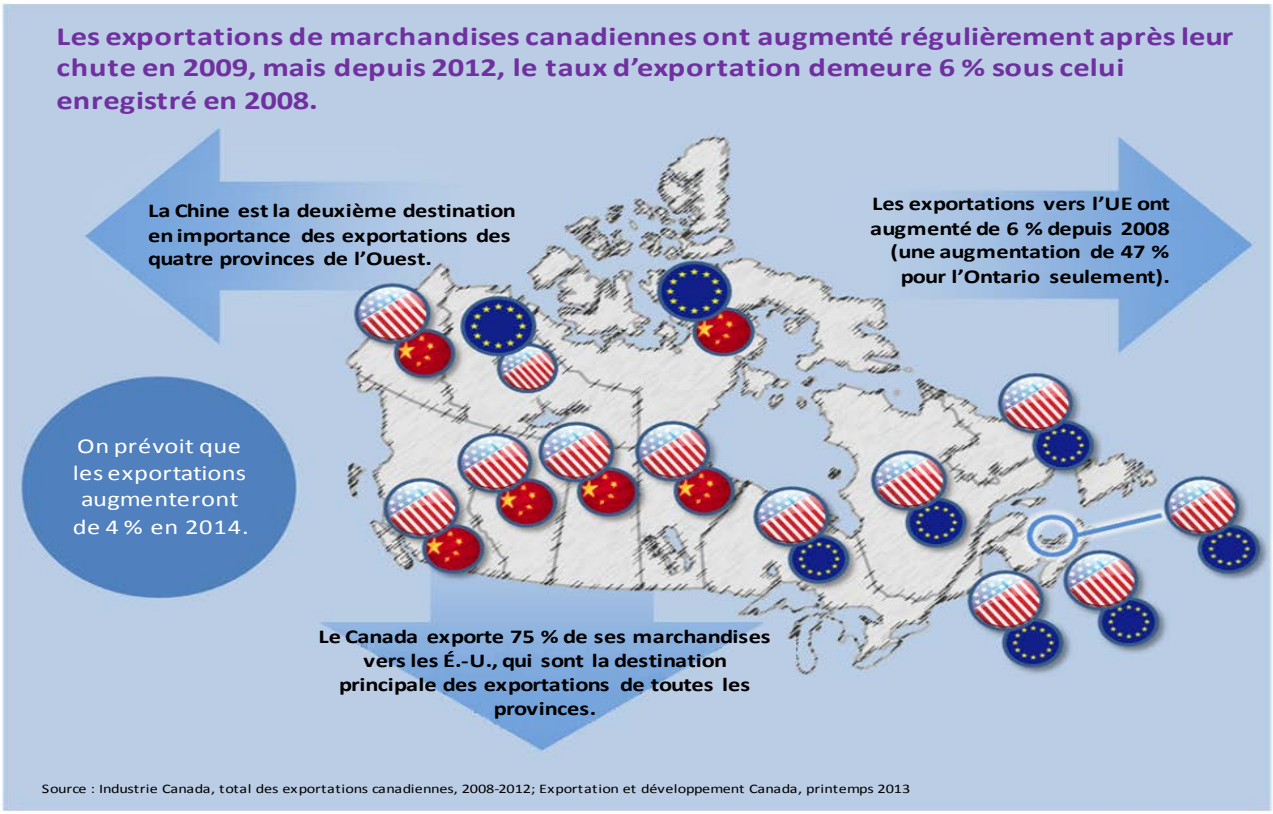
En 2012, l'économie canadienne a affiché une performance supérieure à celle de la plupart des autres pays développés; en effet, le pays a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 1,8 % pour l'année,

ce qui est quand même inférieur à la croissance de son PIB potentiel. À long terme, le Canada a besoin d'afficher un taux de croissance du PIB se chiffrant entre 2 % et 2,5 % pour que sa population maintienne son niveau de vie.

Comme pour l'économie mondiale, on s'attendait largement à ce que l'activité économique canadienne reprenne pendant la deuxième moitié de 2013. Les prévisionnistes ont depuis assombri leurs perspectives pour le Canada, majoritairement en raison de développements survenus aux É.-U. Depuis la fin d'octobre 2013, la Banque du Canada s'attend à ce que l'économie croisse de 1,6 % en 2013, de 2,3 % en 2014 et de 2,6 % en 2015 et à ce que l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, des provinces qui dépendent plus des produits de base, jouent un rôle de premier plan dans la croissance économique du pays.

La Banque du Canada s'attend à ce que l'économie croisse de 1,6 % en 2013, de 2.3 % en 2014. et de 2.6 % en 2015.

La croissance relativement modeste du Canada jusqu'à présent en 2013 est en partie attribuable à des exportations moins fortes que prévues. La banque centrale s'attendait à ce que les exportations augmentent lors du troisième trimestre, mais un affaiblissement de la demande à l'échelle mondiale et des perturbations liées aux négociations budgétaires aux É.-U. ont retardé ce redressement. On s'attend à ce que l'augmentation de la croissance économique aux É.-U. et la dépréciation du dollar canadien prévus pour l'an prochain augmentent les gains d'exportation.



En raison de la croissance économique plutôt modérée et de l'inflation faible, la Banque du Canada maintiendra probablement les taux d'intérêt à 1 % en 2015. Cette mesure continuera de stimuler la consommation, bien que celle-ci puisse être affectée de façon négative pour le taux d'endettement relativement élevé des ménages.

Le Québec

L'économie du Québec a traversé une période difficile le printemps dernier, et les statistiques du début d'été n'ont guère été plus rassurantes. Heureusement, la situation s'est quelque peu redressée depuis. Les effets de la grève de la construction en juin se sont dissipés, puis le retour à la croissance du PIB réel et la remontée de l'emploi en septembre et en octobre ont redonné un peu de tonus à l'économie.

Malgré une augmentation relativement modeste de la production depuis le début de l'année 2013, le marché du travail a enregistré un gain d'emplois moyen de l'ordre de 1,3 % pour les dix premiers mois de l'année 2013, comparativement aux dix premiers mois de l'année 2012. Cependant le niveau d'emploi d'octobre 2013 était à peine supérieur à celui de décembre 2012 selon les données de l'EPA.

Les plus récentes statistiques permettent de maintenir la prévision moyenne (consensus) de croissance économique à 1,2 % pour 2013.

Par contre, pour 2014, peu d'espoirs sont tournés vers les dépenses de consommation comme vecteur de croissance. D'ailleurs, le taux d'endettement relativement élevé continuera d'amener une certaine prudence chez les ménages.

Le potentiel de croissance de l'économie québécoise, du PIB et des emplois réside touiours dans l'amélioration du commerce extérieur

De plus, la construction résidentielle n'agira plus comme levier de croissance à moyen terme comme elle l'a fait au cours de la dernière décennie. Le redressement surviendra en 2015 lorsque le marché des copropriétés sera prêt à reprendre son envol.

Notons également que les investissements des entreprises devraient être relativement modestes en 2014. Certains signaux (baisse de confiance des petites et moyennes entreprises (PME) et recul des profits des entreprises) semblent indiquer que le contexte est moins favorable aux nouveaux projets.

Aussi, l'atteinte de l'équilibre budgétaire a été repoussée de deux ans par le gouvernement du Québec. Entretemps, la croissance des dépenses publiques sera faible, ce qui limitera la contribution du secteur public à l'augmentation du PIB.

Étant donné que les importations sont ralenties par la faiblesse de la demande intérieure, le solde commercial (exportations – moins) devrait devenir moins négatif. Le redressement des exportations vers les États-Unis et la fin de la chute des expéditions vers l'Europe favorisera également cette amélioration.

Au bout du compte, la progression du PIB réel prévue en 2014 se situe désormais à 1,8 %. Ce n'est qu'en 2015 que l'économie du Québec devrait renouer avec un rythme de croisière tout juste supérieur à 2,0 %.

Cependant, il y a un incontournable, et c'est le vieillissement de la population. Il se traduira assez vite par une faible croissance de la population active au cours des prochaines années, avec possiblement une baisse du taux d'activité et du taux d'emploi.

Section 2 : Les perspectives professionnelles au Québec et dans les régions

La Région du Québec

En raison de l'impact négatif du niveau élevé du dollar canadien, de l'accentuation de la concurrence des pays à bas salaires sur le secteur manufacturier et de la situation économique mondiale plus qu'incertaine, le niveau de croissance attendu de l'emploi sera un peu inférieur à celui observé depuis une douzaine d'années. Par contre le nombre beaucoup plus élevé de personnes qui libèreront des postes en raison de leur retraite permettra de créer encore plus de débouchés à l'intention de chercheurs d'emploi qui seront, eux, moins nombreux, en raison de la baisse du chômage et du vieillissement de la population. En conséquence, davantage d'employeurs éprouveront des difficultés de recrutement et les perspectives professionnelles seront meilleures que par le passé pour les chercheurs d'emploi.

En tenant compte de nos prévisions d'augmentation de l'emploi et de départs à la retraite, du chômage observé au cours de 2012 et de divers autres facteurs (situation sur le marché du travail des diplômés dans les programmes menant à des professions spécifiques, roulement de main-d'œuvre, niveau de présence d'immigrants et de travailleurs étrangers temporaires, etc.) pour chacune des professions, on s'attend à ce que les groupes professionnels qui présenteront les meilleures perspectives seront ceux :

- de la santé;
- des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion;
- des sciences naturelles et appliquées;
- des affaires, de la finance et de l'administration;
- de la gestion.

À l'inverse, les groupes qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront ceux :

- du secteur primaire;
- de la vente et des services;
- des métiers, du transport et de la machinerie.

En considérant les mêmes facteurs, on prévoit que les perspectives varieront directement en fonction du niveau de compétence : plus les compétences exigées sont élevées, meilleures seront les perspectives. Cela dit, même si les tendances favorisent nettement les professions qui exigent les niveaux les plus élevés de compétence, le marché du travail du Québec offrira encore une grande variété de possibilités d'emplois.

Les régions associées aux ressources

Abitibi-Témiscamingue

En raison de l'impact négatif du niveau élevé du dollar canadien, de la lente reprise dans l'industrie forestière, de la baisse du prix de l'or sur les marchés internationaux, et de la situation économique plus qu'incertaine en Europe, le taux de croissance moyen attendu de l'emploi (2013-2015), à 0,7 %, sera un peu inférieur à celui observé au cours des dernières années. Par contre, les départs à la retraite offriront de nombreuses opportunités aux chercheurs d'emploi qui seront, eux, moins nombreux en raison de la baisse du chômage et de la structure d'âge vieillissante de la population. En conséquence, davantage d'employeurs éprouveront des difficultés de recrutement et de rétention. Les perspectives professionnelles seront meilleures que par le passé pour les chercheurs d'emploi, surtout pour les professions spécialisées (exigeant un Diplôme d'études professionnelles, un Diplôme d'études collégiales ou un Baccalauréat).

Au cours des dernières années, la conjoncture s'est quelque peu détériorée, notamment pour les investissements en exploration minière et par la terminaison de certains grands chantiers de construction. Par ailleurs, plusieurs services à la production, ayant indirectement bénéficié de cette croissance, ont eu des effets d'entraînement dans les commerces et les services locaux. Malgré ce ralentissement de cadence, les projets miniers en développement demeurent nombreux et l'activité minière se poursuit. Toutefois, les travaux en exploration souffrent de la difficulté à se faire financer et demeurent fortement dépendant du prix des métaux sur les marchés internationaux.

En tenant compte de tous ces facteurs, les grandes catégories professionnelles qui devraient présenter les meilleures perspectives en Abitibi-Témiscamingue seront celles :

- de la santé;
- du secteur primaire;
- des arts, de la culture, des sports et des loisirs;
- des sciences naturelles et appliquées;
- des métiers, du transport et de la machinerie.

Pour le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue, parmi ces grandes catégories professionnelles présentant les meilleures perspectives, on dénombre 34 groupes professionnels avec des perspectives bonnes ainsi que 59 groupes professionnels avec des perspectives acceptables. Toutefois, les perspectives seraient, malgré tout, limitées pour 14 groupes, notamment ceux qui exigent moins de compétences.

À l'inverse, les grandes catégories professionnelles qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront celles :

- des ventes et des services;
- des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion;
- de la gestion;
- des affaires, de la finance et de l'administration;
- de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique.

De moins bonnes perspectives ne signifient toutefois en rien que toutes les professions rattachées offrent des perspectives limitées. De façon générale, ces grandes catégories professionnelles se démarquent par un nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi plus important que la moyenne, par une croissance totale plus faible que la moyenne et par des besoins de remplacement moins importants que la moyenne. Dans les grandes catégories professionnelles affichant les moins bonnes perspectives, on dénombre 28 groupes professionnels avec des perspectives bonnes, 82 groupes professionnels avec des perspectives acceptables et 23 groupes avec des perspectives limitées.

Bas-Saint-Laurent

L'économie du Bas-Saint-Laurent poursuit sur sa croissance. Celle-ci a été marquée dans les industries de la fabrication. Le secteur des services continue de croître légèrement : les entreprises du commerce et celles des services professionnels, scientifiques et techniques ont eu une performance particulièrement bonne. Les éléments qui touchent l'économie du Québec et qui nuisent à sa croissance agiront aussi sur la région du Bas-Saint-Laurent. Cela ébranle plus fortement certains secteurs industriels du Bas-Saint-Laurent, dont l'agriculture, l'exploitation forestière, la transformation du bois et la fabrication de pâtes et papier. Néanmoins, d'ici 2015, dans la région du Bas-Saint-Laurent, le rythme annuel de croissance de l'emploi devrait se situer autour de 0,5 %, alors que celui du Québec pour cette même période sera de 0,9 %. Pour les trois prochaines années, c'est environ 1 500 nouveaux emplois qui seront créés.

Malgré le nombre restreint de nouveaux emplois, le vieillissement de la main-d'œuvre engendrera de nombreux débouchés sur le marché du travail pour remplacer les départs à la retraite et les décès (érosion). Pour la région du Bas-Saint-Laurent, le vieillissement de la population constituera un phénomène important à considérer pour ce qui est des besoins futurs de main-d'œuvre. En effet, environ 5 500 emplois deviendront disponibles à la suite de ces départs à la retraite. Au cours des prochaines années, certains employeurs pourraient éprouver davantage de difficultés de recrutement.

Les grandes catégories professionnelles qui présenteront les meilleures perspectives dans le Bas-Saint-Laurent seront celles :

- de la santé;
- des arts, de la culture, des sports et loisirs;
- des affaires, des finances et de l'administration;
- de la gestion.

À l'inverse, les grandes catégories professionnelles qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront celles :

- de la vente et des services;
- des métiers, du transport et de la machinerie;
- du secteur primaire.

De moins bonnes perspectives ne signifient toutefois en rien que toutes les professions rattachées offrent des perspectives limitées. De façon générale, ces grandes catégories professionnelles se démarquent par un taux de chômage plus élevé que la moyenne, par une croissance totale plus faible que la moyenne et par des besoins de remplacement plus élevés que la moyenne.

Côte-Nord et Nord-du-Québec

En raison de l'impact négatif du niveau élevé du dollar canadien, de la lente reprise dans l'industrie forestière, de la baisse du prix de l'or sur les marchés internationaux, et de la situation économique plus qu'incertaine en Europe, le niveau de croissance attendu de l'emploi à 0,7 % sera un peu inférieur à celui observé au cours des dernières années. Par contre, les départs à la retraite offriront de nombreuses opportunités aux chercheurs d'emploi qui seront, eux, moins nombreux en raison de la baisse du chômage et de la structure d'âge vieillissante de la population. En conséquence, davantage d'employeurs éprouveront des difficultés de recrutement et de rétention. Les perspectives professionnelles seront meilleures que par le passé pour les chercheurs d'emploi, surtout pour les professions spécialisées (exigeant un Diplôme d'études professionnelles, un Diplôme d'études collégiales ou un Baccalauréat).

Au cours des dernières années, la conjoncture s'est quelque peu détériorée, notamment pour les investissements miniers et par la terminaison de certains grands chantiers de construction. Par ailleurs, plusieurs services à la production ayant indirectement bénéficié de cette croissance, ont eu des effets d'entraînement dans les commerces et les services locaux. Malgré ce ralentissement de cadence, les projets miniers en développement demeurent nombreux et l'activité minière se poursuit, mais demeure fortement dépendante du prix des métaux sur les marchés internationaux.

En tenant compte de tous ces facteurs, les grandes catégories professionnelles qui devraient présenter les meilleures perspectives sur la Côte-Nord–Nord-du-Québec seront celles :

- de la santé;
- des arts, de la culture, des sports et des loisirs;
- des métiers, du transport et de la machinerie;
- des sciences naturelles et appliquées;
- du secteur primaire;
- des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion.

Pour le marché du travail de la Côte-Nord–Nord-du-Québec, parmi ces grandes catégories professionnelles présentant les meilleures perspectives, on dénombre 21 groupes professionnels avec des perspectives bonnes ainsi que 75 groupes professionnels avec des perspectives acceptables. Toutefois, les perspectives seraient, malgré tout, limitées pour 12 groupes, notamment ceux qui exigent moins de compétences.

À l'inverse, les grandes catégories professionnelles qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront celles :

- des ventes et des services;
- de la gestion;
- des affaires, de la finance et de l'administration;
- de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique.

De moins bonnes perspectives ne signifient toutefois en rien que toutes les professions rattachées offrent des perspectives limitées. De façon générale, ces grandes catégories professionnelles se démarquent par un nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi plus important que la moyenne, par une croissance totale plus faible que la moyenne et par des besoins de remplacement moins importants que la moyenne. Pour les grandes catégories professionnelles affichant les moins bonnes perspectives, on dénombre 15 groupes professionnels avec des perspectives bonnes, 59 groupes professionnels avec des perspectives acceptables et 21 groupes avec des perspectives limitées.

Gaspésie–Les-Îles-de-la-Madeleine

Au fil des ans, la performance de l'économie régionale a toujours été en deçà de celle du Québec. La région est affectée par les mêmes phénomènes économiques que l'ensemble du Québec : niveau élevé du dollar canadien, contexte économique mondial, etc. Son économie est moins diversifiée et certains secteurs industriels opèrent de façon saisonnière. Depuis le milieu des années 2000, l'économie de la région a profité de la performance remarquable de l'économie québécoise et du développement de la filière éolienne. Elle a ainsi connu des résultats supérieurs à la moyenne historique. Malgré un niveau de croissance attendu de l'économie québécoise inférieure à celui des dernières années et du ralentissement des activités de la filière éolienne, la région connaîtra une croissance comparable à celle des années précédentes. D'ici 2015, l'emploi croîtra de 0,5 % par année, comparativement à 0,9 % pour l'ensemble de la province. Le marché du travail régional aura donc à pourvoir quelque 2 940 postes, soit près de 980 emplois par année.

Le secteur éolien a certes terminé sa croissance, mais d'autres industries de la fabrication et des entreprises des services sont en expansion, et nous nous attendons à ce qu'elles prennent la relève de la croissance. Les entreprises exportatrices de la région seront affectées par le contexte économique mondial, et les perspectives d'emplois offertes par ces industries seront généralement acceptables ou limitées. Moins touchées par les facteurs économiques conjoncturels, les industries des services devraient mieux s'en tirer. L'emploi au sein de ces entreprises est aussi favorisé par l'établissement de baby-boomers et de jeunes couples dans la région, la croissance des revenus et l'accroissement du nombre et la taille des jeunes familles. Les professions du secteur de la santé et des services sociaux profitent de la présence de ce bassin d'usagers et des investissements gouvernementaux en soins de santé et en services sociaux qu'engendrent le vieillissement de la population, les avancées médicales et l'augmentation des préoccupations de santé.

Depuis maintenant quelques années, l'industrie éolienne est présente dans la région. Les travaux des entreprises liées à cette filière entraînent une demande pour des postes d'ingénieurs, de techniciens, d'arpenteurs, de gestionnaires de projet, de métiers, de conducteurs de matériel de transport et d'opérateurs de machines, qui sont appelés à œuvrer dans des usines de fabrication des composantes d'éoliennes ou des entreprises de services professionnels, scientifiques et techniques, et de construction. Depuis la fin de 2012, la croissance des opérations liées à cette filière a, pour ainsi dire, pris fin et peu de nouveaux emplois en découleront.

Certains effets du vieillissement de la population commencent à se faire sentir dans la région : hausse du nombre de travailleurs quittant le marché du travail et baisse du nombre de personnes âgées de 25 à 54 ans. Cela se manifeste notamment par des difficultés de recrutement qui sont accentuées par la petite taille du marché du travail régional et par son éloignement des grands bassins de travailleurs. De plus, le nombre limité de diplômés postsecondaires sur le territoire accroît les difficultés de recrutement pour les entreprises à la recherche de candidats dans des postes de niveaux professionnels, techniques ou

spécialisés. La région réussit à amoindrir ces conséquences en déployant beaucoup d'efforts pour attirer un volume relativement important de travailleurs.

Les groupes professionnels qui offriront les meilleures perspectives sont ceux :

- de la gestion;
- du secteur de la santé;
- des sciences sociales, enseignement, administration publique et religion;
- de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique.

À l'inverse, les groupes professionnels qui présenteront les moins bonnes perspectives sont ceux :

- de la vente et des services;
- du secteur primaire.

Saguenay–Lac-Saint-Jean

L'économie régionale devrait bien performer au cours de la période 2013-2015, avec une croissance annuelle moyenne de l'emploi s'élevant à 0,9 %, soit au même rythme que l'ensemble du Québec. L'expansion accélèrera quelque peu au fil des années, passant de 0,8 % en 2013 à plus de 1 % en 2015. La reprise dans la transformation du bois, la première transformation des métaux et dans le secteur minier insufflera un élan positif. La croissance sera aussi présente du côté des services à la consommation, alors que le revenu des ménages devrait augmenter. Les industries de la santé et des services sociaux seront encore en tête de la hausse des effectifs. Des retombées se feront donc sentir dans plusieurs professions apparentées à ces secteurs.

D'ici 2015, nous anticipons la création de près de 1 200 postes par année dans la région. À ces débouchés, on estime qu'il s'ajoutera un peu plus de 2 200 postes par année découlant des besoins de remplacement des travailleurs qui prendront leur retraite ou qui décéderont. Bref, près des deux tiers des besoins de main-d'œuvre proviendront de l'érosion et un peu plus du tiers de l'augmentation de l'emploi. Ainsi, les besoins annuels totaux s'élèveront à 3 400 postes.

Du côté de la croissance de l'emploi, les meilleures perspectives s'observeront dans le secteur de la santé, avec un taux de 2,8 % par année. Au total, il devrait se créer près de 800 postes supplémentaires d'ici 2015 dans ce groupe professionnel. Le domaine de la transformation, fabrication et services d'utilité publique offrira également de belles avenues, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,4 % et la création de plus de 400 postes en trois ans.

Au chapitre des besoins d'emploi totaux, le groupe professionnel des métiers, du transport et de la machinerie, ainsi que celui de la vente et des services arriveront au premier rang, avec chacun environ 700 postes à combler annuellement d'ici 2015. Suivra le groupe des affaires, de la finance et de l'administration, avec plus de 400 débouchés par année. À eux seuls, ces trois groupes représenteront plus de la moitié (54 %) des besoins totaux de la région.

Si les perspectives professionnelles sont intimement liées au nombre de débouchés, elles dépendent aussi du nombre de personnes aptes à occuper un emploi dans une profession, soit l'offre de main-d'œuvre : travailleurs, chômeurs expérimentés, diplômés, immigrants compétents, etc. Or, avec le vieillissement de la population, l'offre de main-d'œuvre tend à augmenter moins rapidement que la demande des employeurs. Ainsi, certaines activités économiques pourraient éprouver des difficultés de recrutement, notamment dans la vente et les services, où les jeunes occupent une part importante des emplois. De même, la forte demande entraînée par les investissements importants dans la transformation et les infrastructures se répercutera sur certaines professions spécialisées.

Les régions ayant fonction de Capitale

Outaouais

Parmi les facteurs qui exerceront une influence sur l'évolution du marché du travail de l'Outaouais, la série de mesures annoncées par le gouvernement fédéral afin de retrouver l'équilibre budgétaire, dont une réduction de la taille de la fonction publique, ne sera pas le moindre. En dépit de ce contexte incertain, le nombre de personnes en emploi devrait progresser en moyenne de 0,6 % par année durant la période 2013-2015.

Comme le secteur des services rassemble 87,1 % de la main-d'œuvre régionale, cette forte représentation se reflète dans la répartition professionnelle des personnes en emploi. C'est ainsi que les deux tiers d'entre elles se concentrent dans cinq grands groupes professionnels : affaires, finance et administration; santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion, arts, culture, sports et loisirs, vente et services.

Au cours de l'horizon de prévision, les plus fortes croissances d'emploi devraient se produire dans les grands groupes professionnels de la santé (+2,9 %), des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (+1,4 %), du secteur primaire (+1,1 %), des arts, de la culture, des sports et des loisirs (+0,8 %), de la vente et des services (+0,8 %), et de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (+0,8 %). À l'opposé, la progression de l'emploi sera inférieure à la moyenne dans les sciences naturelles et appliquées (+0,5 %), la gestion (0,0 %), et les affaires, la finance et l'administration (-0,2 %).

Par ailleurs, les départs à la retraite et les décès de travailleurs entraîneront aussi des besoins de remplacement qui constitueront près des trois quarts des postes à pourvoir dans la région. Ces besoins seront particulièrement élevés dans : les affaires, la finance et l'administration; la vente et les services; les métiers, le transport et la machinerie; les sciences sociales, l'enseignement, l'administration publique et la religion; la gestion.

Capitale-Nationale

La situation de la région de la Capitale-Nationale demeure enviable sur le plan économique mais les années de forte croissance semblent être derrière elle, du moins à court terme. À l'instar du Québec, une croissance économique plus modérée est attendue pour la région au cours des prochaines années. Cette situation découlera d'une diminution de la demande intérieure générée, d'une part, par une plus faible progression du revenu disponible et, d'autre part, par le relâchement des investissements privés et publics ainsi que l'assainissement des finances publiques. De plus, le marché extérieur demeurera difficile pour les exportateurs locaux en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de la valeur élevée du dollar canadien et de la timide reprise aux États-Unis. Par surcroît, les expéditions manufacturières régionales sont majoritairement destinées aux autres régions du Québec et à l'Ontario, deux provinces qui afficheront peu de vigueur économique dans un avenir rapproché. Sur le plan de l'emploi, on s'attend à ce que le ralentissement de la croissance, amorcé en 2012, se poursuive. La croissance économique devrait générer, malgré tout, de nombreux nouveaux emplois, la grande majorité dans le secteur des services.

Au cours des prochaines années, la croissance de l'emploi sera principalement concentrée dans les catégories professionnelles de la vente et services, de la santé, des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion ainsi que des sciences naturelles et appliquées. En raison du vieillissement de la population, des besoins en main-d'œuvre seront aussi provoqués par les départs à la retraite et le décès de travailleurs qu'il faudra remplacer. Le nombre de postes à pourvoir dû à l'érosion sera important et représentera la majorité des besoins régionaux en main-d'œuvre. Les besoins de remplacement seront particulièrement élevés dans les groupes professionnels reliés aux affaires, à la finance et à l'administration, à la vente et aux services, aux métiers, au transport et à la machinerie ainsi qu'aux sciences sociales, à l'enseignement, à l'administration publique et à la religion.

L'évolution et les changements des caractéristiques démographiques influencent l'offre de main-d'œuvre et déterminent la capacité de la population active à répondre aux besoins du marché du travail. Au cours des prochaines années, l'offre de main-d'œuvre sera une dimension de plus en plus décisive des déséquilibres professionnels sur le marché du travail. Sur le plan purement quantitatif, nous savons que le vieillissement de la population se traduira incessamment par une diminution de la population active, c'est-à-dire que le nombre de personnes qui quitteront le marché du travail sera plus important que celui des personnes qui y feront leur entrée. Les entreprises peineront à remplacer les travailleurs âgés, nombreux dans plusieurs groupes professionnels. D'un autre côté, les tendances sociales, la féminisation du marché du travail, le vieillissement de la main-d'œuvre et l'augmentation de la scolarité façonnent l'évolution des bassins de main-d'œuvre, ce qui pourrait accroître les problématiques d'inadéquation entre les besoins en main-d'œuvre, les qualifications et les intérêts des travailleurs. La diminution du bassin de talents qualifiés et les difficultés de recrutement seront également le résultat de qualifications incomplètes ou décalées par rapport aux besoins du marché du travail. Dans le contexte général d'une demande de main-d'œuvre en croissance et d'une offre diminuée, les possibilités d'emploi continueront de s'améliorer dans la région ce qui favorisera les chercheurs d'emploi.

Les régions plus manufacturières

Centre-du-Québec

Entre 2013 et 2015, le niveau de croissance attendu de l'emploi au Québec sera un peu inférieur à celui observé depuis une douzaine d'années. La même situation prévaudra dans la région du Centre-du-Québec. Par ailleurs, la population y augmente un peu moins vite que dans l'ensemble du Québec. Sur le plan démographique, on remarque déjà qu'il y a plus de personnes aux âges de la préretraite que de jeunes en âge d'accéder à la vie active. Aussi, si la croissance estimée de l'emploi sera inférieure à 1 %, les besoins de remplacement se feront plus nombreux.

On s'attend à ce que de plus en plus de personnes libèrent des postes en raison de leur retraite, permettant de créer encore plus de débouchés à l'intention de chercheurs d'emploi. Ces derniers seront moins nombreux en raison de la baisse du chômage et du vieillissement de la population. Ceci nous amène à conclure que davantage d'employeurs éprouveront des difficultés de recrutement et que les perspectives professionnelles seront meilleures que par le passé pour les chercheurs d'emploi.

En tenant compte de nos prévisions d'augmentation de l'emploi et de départs à la retraite, du chômage observé au cours de 2012 et de divers autres facteurs (structure du marché du travail, situation sur le marché du travail des diplômés dans les programmes menant à des professions, roulement de main-d'œuvre, niveau de présence d'immigrants et de travailleurs étrangers temporaires, etc.) pour chacune des professions, nous estimons que les groupes et sous-groupes professionnels qui présenteront les meilleures perspectives seront ceux :

- de la santé;
- du personnel de soutien familial et de garderie;
- du personnel spécialisé de la fabrication;
- du personnel technique des sciences naturelles et appliquées;
- des affaires, de la finance et de l'administration.

À l'inverse, les groupes qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront ceux :

- du personnel non spécialisé des ventes et de la restauration;
- du secteur primaire;
- des manœuvres de la fabrication;
- des métiers, du transport et de la machinerie.

En considérant les mêmes facteurs, nous en concluons que les perspectives sont meilleures dans les professions qui exigent le plus de compétences. La structure du marché du travail régional comporte une plus forte présence dans l'industrie manufacturière et l'agriculture. Pour cette raison, les postes de

techniciens et de métiers spécialisés seront en bonne demande, entre autres dans la fabrication. Il reste que le marché du travail régional a aussi besoin de beaucoup de travailleurs non spécialisés que l'on retrouve en grand nombre dans l'industrie des services, entre autres. Compte tenu du grand volume d'emplois dans ce type de profession, des conditions de travail souvent assez précaires et en raison d'un taux de roulement élevé, les débouchés ne sont pas négligeables. C'est donc dire que même si les tendances favorisent nettement les professions qui exigent un bon niveau de compétences, le marché du travail au Centre-du-Québec offrira toujours une grande variété de possibilités d'emplois.

Chaudière-Appalaches

Chaudière-Appalaches se distingue aujourd'hui par une concentration d'emplois dans les industries primaires et manufacturières mais qui a décliné au cours de la dernière décennie, par un secteur de la construction qui a connu une progression exceptionnelle et par une panoplie de services aux individus et aux entreprises, moins dominante qu'ailleurs, qui a généré la majorité des nouveaux emplois. Ces transformations industrielles se reflètent aussi dans l'évolution de la structure professionnelle régionale.

Globalement, nos pronostics font état d'une situation du marché du travail régional qui est présentement plus favorable pour les chercheurs d'emploi qu'il y a une dizaine d'années, en raison surtout des nombreux besoins de remplacement des «baby-boomers» qui partiront à la retraite ainsi que de la réduction du bassin de main-d'œuvre disponible et qualifiée. Ainsi, on estime à plus de 18 600 le nombre total de postes qui seront à pourvoir dans la région durant la période 2013-2015, soit 5,3 % de l'ensemble des besoins au Québec. Étant donné un taux moyen d'érosion estimé à 2 %, une vaste majorité (71 %) des besoins régionaux proviendra des départs à la retraite et des décès, comparativement à un peu moins de 30 % pour la création de nouveaux emplois.

Grâce surtout à une demande de main-d'œuvre supérieure à la moyenne, combinée à une faible disponibilité de candidats qualifiés, les professions qui afficheront les meilleures perspectives seront celles:

- de la santé;
- des sciences naturelles et appliquées;
- de la gestion;
- des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion.

Certaines d'entre elles pourraient même être aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre (ex. santé).

D'autres catégories présenteront de moins bonnes opportunités, notamment celles:

- du secteur primaire;
- des arts, de la culture, des sports et des loisirs;
- de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique.

Mais cela ne signifie pas que toutes les professions qui sont rattachées à ces catégories offriront des mauvaises possibilités d'emploi. Au contraire, dans la majorité des cas, elles ont obtenu la cote « acceptable » et parfois même « bonne ». Ces professions se caractérisent souvent par un niveau de chômage plus important que la moyenne, une croissance de l'emploi plus faible ainsi que par des besoins de remplacement dus à l'érosion et un roulement de main-d'œuvre assez élevés ou encore par un faible niveau d'emploi.

Estrie

L'emploi en Estrie devrait croître de 0,8 % par année au cours de la période 2013-2015. Faisant suite à une période marquée par une forte instabilité de l'emploi, le taux de croissance prévu pour 2013-2015 sera somme toute plus favorable qu'au cours des trois dernières années.

Cette croissance de l'emploi se traduira par la création de quelque 1 200 emplois annuellement. À ces débouchés, on estime qu'il s'en ajoutera plus de 3 200 par année, découlant des besoins de remplacement des travailleurs qui prendront leur retraite ou qui décèderont, ce que nous appelons

l'érosion. Ainsi, 70 % des besoins de main-d'œuvre proviendront de l'érosion et 30 % de l'augmentation de l'emploi.

Si les perspectives professionnelles sont intimement liées au nombre de débouchés, elles dépendent aussi du nombre de personnes aptes à occuper un emploi dans une profession : chômeurs ayant une expérience dans cette profession, diplômés des programmes de formation, immigrants et autres personnes possédant les intérêts et aptitudes pour y travailler, travailleurs qui cherchent à améliorer leur sort, etc.

En tenant compte de tous ces facteurs, les groupes professionnels qui devraient présenter les meilleures perspectives seront ceux :

- de la santé;
- des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion;
- des sciences naturelles et appliquées;
- des affaires, de la finance et de l'administration.

Pour le personnel des métiers, du transport, et de la machinerie, bien que les perspectives se soient améliorées, encore près de trois professions sur dix présentent des perspectives limitées.

Par ailleurs, les perspectives varient en fonction du niveau de compétence. En général, plus les compétences exigées sont élevées, meilleures sont les perspectives.

Mauricie

L'évolution de plusieurs indicateurs met en lumière la faible vigueur de l'activité économique de la région de la Mauricie. Celle-ci a eu des répercussions sur le marché du travail qui demeure fragile dans la région. L'emploi évolue beaucoup moins rapidement ici qu'au Québec et le taux de chômage se situe d'année en année parmi les régions du Québec affichant les plus hauts taux. Son empreinte manufacturière, qui est proportionnellement plus importante que celle du Québec, a été davantage affectée par le déclin de ce secteur d'activité, et plus particulièrement celle des industries de la fabrication du papier et de la première transformation des métaux (aluminium). Tributaire de la conjoncture internationale, la fabrication continuera à éprouver des difficultés à court terme, notamment avec la fermeture de Rio Tinto Alcan à l'automne 2013. Des efforts afin dynamiser l'économie ont été entrepris et se maintiendront, notamment par le rehaussement des investissements et la poursuite de la diversification de la structure industrielle. Malgré ces actions, la croissance économique de la Mauricie demeurera inférieure à celle de l'ensemble du Québec, ce qui influencera les perspectives du marché du travail régional qui demeureront également en retrait par rapport à la province.

Malgré une anticipation de croissance anémique de l'emploi dans la région, notre scénario de prévisions montre globalement une situation plus favorable pour les chercheurs d'emploi qu'il y a une dizaine d'années, en raison surtout des nombreux besoins de remplacement des «baby-boomers» qui partiront à la retraite ainsi que de la réduction du bassin de main-d'œuvre disponible et qualifiée. Ainsi, on estime à plus de 8 500 le nombre total de postes qui seront à pourvoir dans la région durant la période 2013-2015, soit 2,4 % de l'ensemble des besoins au Québec. Étant donné un taux moyen d'érosion estimé à 2 % et une projection de croissance de l'emploi deux fois moindre qu'à l'échelle du Québec (+0,4 % vs +0,9 %), plus de quatre débouchés sur cinq émaneront des départs à la retraite et des décès, comparativement à moins de 20 % de la création de nouveaux emplois.

Les catégories professionnelles qui présenteront, selon nous, les meilleures perspectives d'emploi au cours des trois prochaines années en Mauricie seront la santé, les affaires, la finance et l'administration, la gestion, les sciences sociales, l'enseignement, l'administration publique et la religion, ainsi que les sciences naturelles et appliquées. La plupart des professions comprises dans ces catégories exigent un niveau de compétences assez élevé et, dans certains cas, les employeurs pourraient être aux prises avec problèmes de recrutement, allant même jusqu'à des pénuries de main-d'œuvre.

À l'inverse, les possibilités seront plus limitées dans le secteur primaire, la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique, de même que dans les métiers, le transport et la machinerie. Ces dernières catégories se caractérisent souvent par un niveau de chômage plus important que la moyenne, une

croissance de l'emploi plus faible ainsi que par des besoins de remplacement dus à l'érosion et un roulement de main-d'œuvre assez élevés ou encore par un faible niveau d'emploi.

Les régions du Grand Montréal

La RMR de Montréal

Les incertitudes liées aux perspectives mondiales, jumelées à la reprise modérée de l'économie américaine et à la valeur relativement élevée du dollar canadien, font en sorte que l'embauche sera modérée d'ici 2015. La croissance annuelle moyenne de l'emploi devrait se situer autour de 1,2 % dans la RMR de Montréal (0,9 % au Québec), favorisée par les secteurs des services et de la construction. Cette prévision de croissance sera très légèrement plus faible que le taux de croissance annuel moyen observé dans la région au cours des trois dernières années, qui a été de 1,3 %.

Les changements démographiques liés au vieillissement, aux départs à la retraite, et au ralentissement de croissance de la population en âge de travailler, commencent à créer certaines difficultés de recrutement chez les employeurs nécessitant des travailleurs très qualifiés, notamment en santé et en génie. La population vieillissant, la demande pour les soins de santé augmentera de façon marquée et conséquemment, les besoins en professionnels de la santé augmenteront aussi. L'apport des immigrants devrait représenter une source significative de travailleurs potentiels pour assurer la relève. Par ailleurs, la présence de plus en plus importante sur le marché du travail de personnes détenant une meilleure formation s'ajoute aux difficultés de trouver un emploi pour les travailleurs peu scolarisés, déjà affectés par le déclin du secteur manufacturier et la disparition d'emplois exigeant peu de formation.

Au total, plus de 63 227 emplois seront à pourvoir annuellement dans la RMR de 2013 à 2015. De ce nombre, environ 23 899 proviendront de la création de nouveaux emplois et près de 39 328 des départs à la retraite et des décès. Compte tenu du vieillissement de la main-d'œuvre, les besoins résultant des départs à la retraite et des décès représenteront environ 62 % des débouchés, alors que seulement 38 % des besoins de main-d'œuvre résulteront de la création de nouveaux emplois. La très forte majorité des nouveaux emplois, soit neuf emplois sur dix, proviendront du secteur des services.

Globalement, lorsqu'on considère à la fois la croissance de l'emploi et les débouchés liés aux départs à la retraite, les groupes professionnels qui présenteront les meilleures perspectives seront ceux :

- des affaires, de la finance et de l'administration;
- de la vente et des services;
- des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique;
- des métiers, des transports et de la machinerie;
- de la santé;
- des sciences naturelles et appliquées.

À l'inverse, les groupes qui devraient présenter les moins bonnes perspectives seront ceux :

- du secteur primaire;
- de la transformation, de la fabrication et des utilités publiques.

Par ailleurs, même si les professions exigeant un niveau de scolarité supérieur présenteront de meilleures perspectives, le marché du travail de la RMR de Montréal offrira dans son ensemble des possibilités d'emplois très diversifiées.

Lanaudière

Lors du dernier recensement (2011), la population totale de Lanaudière était de 471 748 personnes. La région a enregistré une croissance de la population de 10,0%, entre les recensements de 2006 et 2011, alors que ce taux était de 4,7% pour l'ensemble du Québec. La région profite, avec la région voisine des Laurentides, de l'une des plus fortes croissances démographiques au Québec. Pour la période de 2013-

2015, nous avons prévu une croissance annuelle de l'emploi de 1,2 %, par rapport à 0,9 % pour le Québec. Près de 39 % des besoins de main-d'œuvre de Lanaudière proviendront de la croissance anticipée. Malgré cette croissance de l'emploi supérieure à celle du Québec, il y aura des secteurs d'activité qui connaîtront encore des difficultés à créer de l'emploi. Parmi ceux-ci, nous notons le secteur de la fabrication qui souffrira encore de l'impact négatif du niveau élevé du dollar canadien, de l'accentuation de la concurrence des pays à faible coût de main-d'oeuvre et de la situation économique mondiale plus qu'incertaine. Le tout se traduira par une croissance nulle pour le secteur de la fabrication dans la région de Lanaudière pour la période de 2013-2015.

Les groupes professionnels de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique et du secteur primaire devraient présenter les moins bonnes perspectives d'emploi, tout particulièrement pour les surveillants dans la fabrication d'appareils électriques, les monteurs et les contrôleurs dans la fabrication de matériel, d'appareils et d'accessoires électriques, les opérateurs de machines à coudre industrielles, les opérateurs de machines à relier et de finition et les autres manœuvres des services de la transformation et de l'utilité publique, qui auront des perspectives professionnelles limitées au cours de la période 2013-2015.

Au cours de la période de prévision, dans le secteur du matériel, des appareils et composants électriques, il y aura la fermeture d'une entreprise d'envergure du territoire de la municipalité régionale de comté (MRC) de l'Assomption, qui provoquera la perte de près de 1 200 emplois. Le tout explique en grande partie la croissance nulle du secteur de la fabrication entre 2013-2015 et des perspectives limitées pour certaines professions du secteur d'activité.

La croissance de la population favorisera le développement des services directs aux résidents, ce qui entraînera généralement des perspectives professionnelles bonnes et acceptables pour les travailleurs des secteurs des commerces, de la construction et de la santé.

Laurentides

Les perspectives professionnelles seront meilleures pour les résidents de la région des Laurentides au cours des trois prochaines années. Portée par une croissance démographique parmi les plus fortes de la province et une reprise des investissements privés et publics, la croissance annuelle moyenne de l'emploi demeurera relativement forte au cours de cette période, comparativement à celle de l'ensemble de la province. En effet, le climat économique mondial incertain, une devise forte, ainsi que l'émergence des pays à faible coût de main-d'œuvre ont pour effet de créer des conditions défavorables au secteur de la fabrication au Québec. La région n'échappe pas à ces conditions, mais bénéficie des retombées de nombreux investissements et de ceux à venir dans l'industrie du matériel de transport. D'autre part, l'érosion, soit les besoins générés par les travailleurs qui prendront leur retraite ou qui décéderont, comptera, quoique dans une proportion moins importante que dans la province, pour plus de la moitié des besoins en main-d'œuvre dans les Laurentides. Additionnés aux nouveaux emplois, c'est un peu plus de 30 600 postes qui devront trouver preneur par un bassin plus retreint de travailleurs disponibles en raison de la baisse du chômage et du vieillissement de la population.

Pour évaluer les perspectives professionnelles, nous devons observer l'offre et la demande de main-d'œuvre. Ainsi, ces perspectives sont liées au nombre de postes vacants (nouveaux ou libérés par le roulement ou l'érosion) et également du nombre de personnes aptes à occuper un emploi dans une profession (chômeurs expérimentés, finissants, immigrants, etc.). Dans cette optique, nous prévoyons que les groupes professionnels qui présenteront les meilleures perspectives au cours de la période 2013-2015 seront ceux :

- de la santé;
- des sciences naturelles et appliquées;
- de la transformation, de la fabrication et des utilités publiques;
- des affaires, de la finance et de l'administration;
- des arts, de la culture et des loisirs.

À l'opposé, les professions issues des groupes professionnels du secteur primaire, des métiers, du transport et de la machinerie ainsi que celles de la vente et des services connaîtront les plus faibles perspectives d'emploi. Les entreprises utilisant cette main-d'œuvre sont plus vulnérables à la vigueur du dollar canadien et à la faible reprise de nos principaux partenaires économiques ainsi qu'au haut taux d'endettement des ménages.

Dans ce contexte, la région des Laurentides offrira au cours de la période 2013-2015 des perspectives considérées comme bonnes ou acceptables pour quelque 301 professions détaillées sur les 314 analysées.

Montérégie

La Montérégie est la deuxième région au Québec en termes de population. L'avantage démographique de la région se reflète dans les indicateurs du marché du travail et elle occupe le second rang en termes de volume de personnes en emploi au Québec. La proximité de Montréal fait en sorte que l'évolution des personnes en emploi de la Montérégie dépend à la fois des emplois localisés dans la région mais aussi du vaste marché du travail métropolitain. Par conséquent, le marché de l'emploi est très diversifié et le taux d'emploi de la population en âge de travailler est assez élevé, alors que le taux de chômage se situe en deçà de celui du Québec.

Au cours des dernières années, l'emploi a évolué à la hausse comme à la baisse dans la région. En 2012, la croissance des emplois a progressé de 3,4 % mais le bilan de l'année 2013 devrait être moins favorable, notamment à cause de la faiblesse persistante de la croissance économique mondiale, de l'assainissement des finances publiques des gouvernements et de l'endettement élevé des ménages. Pour l'horizon 2013-2015, nous prévoyons une croissance modérée de l'emploi de 1,1 % par année.

L'estimation des besoins en main-d'œuvre repose sur la création de nouveaux emplois découlant de la croissance économique, et sur les besoins de remplacement des postes vacants émanant pour la plupart des départs à la retraite. Le vieillissement accéléré de la population active sur le marché du travail va accroître les besoins en main-d'œuvre, et ce, malgré une faible croissance anticipée de l'emploi. Au cours des trois prochaines années, nous estimons que plus de 24 000 emplois seront à pourvoir annuellement dans la région de la Montérégie. Près de 15 600 postes proviendront des départs à la retraite, représentant 65 % des besoins en main-d'œuvre, tandis que près de 8 500 postes émaneront de la création d'emplois. L'ampleur et la source des besoins en main-d'œuvre varieront beaucoup d'une catégorie professionnelle à l'autre.

Trois catégories professionnelles afficheront les besoins en main-d'œuvre les plus nombreux, et ce, malgré une croissance prévue des emplois inférieure à la moyenne des professions. Il s'agit du vaste domaine des affaires, des finances et de l'administration, de la vente et des services et de la catégorie des métiers, du transport et de la machinerie, qui génèreront plus de la moitié des besoins en main-d'œuvre.

D'autres catégories se démarqueront par une forte croissance des effectifs qui sera supérieure à celle de l'ensemble des professions. Ce sont les groupes professionnels de la santé, des sciences naturelles et appliquées, des arts, de la culture, des sports et des loisirs et des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion qui représenteront près du tiers des besoins en main-d'œuvre.

Enfin, la principale source de débouchés pour les professions de la gestion, de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique et du secteur primaire proviendra des besoins de remplacement induits par les départs à la retraite.

Conclusion

La croissance au Québec repose toujours en bonne partie sur l'amélioration continue du commerce extérieur. Pour que cela se réalise, il faut que la croissance se poursuive aux États-Unis. Les récents indicateurs pointent vers une amélioration de la situation de l'économie américaine, tant au niveau de la croissance du PIB que de la création nette d'emplois. De plus, les perspectives de croissance apparaissent meilleures dans le reste du Canada en 2014 qu'elles l'ont été en 2013, ce qui devrait profiter aux entreprises québécoises qui exportent ailleurs au Canada.

Par contre, en raison de la démographie, la croissance de la population active québécoise ralentira de façon importante au cours des prochaines années ce qui viendra réduire la capacité de croissance de l'emploi et celle de la production potentielle de l'économie. De fait, on pourrait observer qu'il sera de plus en plus difficile de combler les besoins liés au remplacement de la main d'œuvre et à la croissance économique et ce dans plusieurs régions.

Remarque : *Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.*

Préparé par*: Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, région du Québec*
Pour de plus amples informations*, veuillez contacter l'équipe IMT à : imt-lmi@travailleraucanada.gc.ca*
Pour de l'information sur les produits de Statistique Canada *: www.statcan.gc.ca*

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2014, tous droits réservés